

Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, sur l'état des négociations de paix entre l'Autorité palestinienne et Israël, Paris le 26 avril 2000.

LE PRESIDENT - Mesdames, messieurs, une fois encore, c'est avec beaucoup de plaisir que je reçois le Président ARAFAT. Nous avons une fois de plus fait le point sur la situation du processus de paix entre Israël et les Palestiniens, et le Président a évoqué de façon très intéressante, pour nous, pour moi, les conversations très importantes qu'il a eues, en particulier récemment avec le Président CLINTON. Et je lui ai indiqué que nous espérons beaucoup que les semaines qui viennent et les tous prochains mois permettraient une avancée. Je disais que les hommes qui resteront dans l'Histoire sont les hommes qui auront fait la paix. Je souhaite que ce principe soit bien compris par les acteurs qui influencent la vie du Moyen-Orient et que cette paix puisse intervenir le plus rapidement possible. Mais c'est au Président ARAFAT de vous dire exactement ce que nous avons évoqué.

M. YASSER ARAFAT - A vrai dire, je voudrais exprimer ma vive reconnaissance au Président de la République pour le rôle marquant qu'il joue en faveur du processus de paix, et je le remercie de m'avoir accueilli aujourd'hui. Il joue un rôle grand à nos yeux, non seulement sur le volet palestinien mais également sur le volet syrien, sur le volet libanais, en faveur d'une paix juste, durable, globale au Moyen-Orient. Je le remercie de tout mon coeur et je le fais en mon nom propre comme au nom du peuple palestinien et au nom de la nation arabe tout entière.

J'ai tenu le Président de la République au courant des derniers développements sur le volet de ce processus de paix entre les Israéliens et nous. Je l'ai mis au courant également de l'accord auquel nous étions parvenus à Washington avec le Président CLINTON et je l'ai tenu au courant des efforts américains pour donner de nouveau une impulsion au processus de paix, et cet accord prévoit le retour des négociateurs israéliens et palestiniens autour de la table à la fin du mois, le 30 avril, à Eilat.

Nous concentrons tous nos efforts, toute notre attention pour parvenir à cette paix à laquelle nous aspirons, en dépit de la conjoncture difficile et de toutes les embûches que l'on met sur notre chemin. Nous comptons également sur les efforts du Président de la République, de l'Union européenne, aux côtés du Président CLINTON et de l'administration américaine dans leurs efforts pour appuyer le processus de paix. Nous remercions également nos frères arabes pour les efforts qu'ils déploient en faveur du processus de paix. La paix n'est pas uniquement une question palestino-israélienne, c'est une question qui englobe toute la région et qui intéresse toute la communauté internationale.

Je vous remercie infiniment, Monsieur le Président, pour tout ce que vous faites en faveur du processus de paix et pour toute l'assistance que vous apportez au peuple palestinien en cette conjoncture si difficile.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez préciser votre pensée quand vous parlez d'espoir ? Est-ce que vous estimez aujourd'hui que les Israéliens font suffisamment d'efforts pour pouvoir résoudre les blocages qu'évoque le Président ARAFAT ?

LE PRESIDENT - On ne fait jamais suffisamment d'efforts lorsqu'il s'agit de la paix. Je souhaite

que chacun prenne conscience de cette réalité. Aujourd'hui, tous les peuples du Moyen-Orient veulent la paix. L'ensemble du peuple arabe veut la paix. Les Occidentaux, le reste du monde, souhaitent cette paix.

Alors, je crois qu'il faut que chacun en prenne bien conscience et fasse le maximum. Je ne doute pas que ce soit l'intention de M. BARAK, j'en suis persuadé, mais il faut faire les gestes de confiance qui sont aujourd'hui nécessaires, des deux côtés, de façon à ce que l'on puisse progresser de façon plus efficace vers la paix. Je ne prendrai qu'un seul exemple, il est certain que le processus de colonisation, qui semble se poursuivre, n'est pas conforme, ni à l'esprit d'Oslo, ni à l'esprit de la paix. Il faut donc en discuter et en discuter aussi sereinement que possible, avec le moins de passion possible, avec le plus de responsabilité possible.

QUESTION - Le processus de paix est bloqué avec les Syriens, vous avez rencontré le Ministre des Affaires étrangères hier. Il est bloqué avec les Palestiniens. Quelle est la marge de manoeuvre de la France aujourd'hui pour aider à sortir de ce blocage, que ce soit pour la question des réfugiés, que ce soit pour la question du Sud-Liban ?

LE PRESIDENT - La France n'a pas la prétention, ni d'ailleurs les moyens, d'imposer un point de vue, fût-ce le point de vue de la raison et de la paix. Mais, en revanche, elle s'efforce de porter la bonne parole. Elle s'efforce de faire comprendre aux différentes parties qui sont face à ces problèmes qu'en fait, leur intérêt c'est de jouer la carte de la paix. C'est d'apporter la paix et donc de ne plus se suspecter en permanence, de ne pas confondre ce qui est accessoire, et je dirais petit, et ce qui est essentiel, c'est à dire la vie, et la vie de nos enfants, conditionnées par la paix.

La France est porteuse de ce message, c'est celui que j'ai évoqué hier avec le Ministre syrien des Affaires étrangères, c'est celui que j'ai évoqué avec le Premier Ministre israélien, M. BARAK, que j'ai eu longuement au téléphone lundi dernier, c'est lui qui m'appelait, c'est celui que j'évoque aujourd'hui avec le Président ARAFAT et celui que, inlassablement, je continuerai d'évoquer avec tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont une responsabilité et auxquels je dis : "votre responsabilité c'est, aujourd'hui, de faire la paix. Tout permet de le faire. Ayez l'esprit pour ça et restez dans l'Histoire comme les hommes qui ont fait enfin la paix".

QUESTION - M. le Président ARAFAT, pensez-vous qu'il y a une possibilité de parvenir à un accord-cadre avec les Israéliens à la date du 13 mai comme il est convenu ?

M. Yasser ARAFAT - Tout d'abord, cette année est importante, cette date est importante, pas seulement pour les Palestiniens mais pour la région du Moyen-Orient. Ceci était clair dans la déclaration européenne émanant du Sommet de Berlin. Ceci était clair également dans les entretiens que j'ai eus avec le Président CLINTON. De même, cela a été clair dans l'accord que nous avons signé à Charm El Cheikh, sous la houlette du président MOUBARAK. J'avais signé avec M. BARAK cet accord et il a également été contresigné par le Président MOUBARAK, par le Roi ABDALLAH et également par Mme ALBRIGHT, en présence de M. MORATINOS qui était l'émissaire européen. De même, cet accord avait été assorti de deux lettres d'assurance, l'une américaine, l'autre européenne, concernant sa mise en oeuvre.

Le statut final comporte plusieurs questions, à savoir Jérusalem, les réfugiés, les colonies, les frontières, les sites militaires et l'eau.

QUESTION - M. le Président, après tous les contacts que vous avez eus, est-ce que vous avez l'impression que les choses vont bouger, surtout sur le volet syro-israélien, et que pensez-vous de l'affaire du journaliste tunisien BEN BRICK ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas sûr que l'on puisse dire que les choses vont bouger rapidement sur le volet syro-libano-israélien. J'ai le sentiment qu'il y a actuellement comme un blocage dû à des positions très différentes sur le tracé exact de la frontière de 67 notamment le long du lac de Tibériade. Mais je considère qu'une situation peut être difficile, elle n'est jamais, jamais, définitivement perdue. Et tout ce que la France pourra faire pour essayer de relancer un dialogue entre les Israéliens et la partie syrienne et libanaise, elle le fera, comme elle fera toujours tout pour soutenir le processus de paix entre les Palestiniens et Israël.

Je vous remercie.

